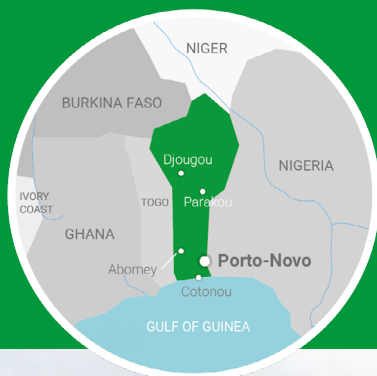




LE GROUPE AFD ET **la gouvernance au Bénin**



10

projets soutenus
depuis 2022

18 M €

d'euros investis
(soit 11,8 milliards de FCFA)

118

numéro d'appel d'urgence unique
opérationnel sur l'ensemble
du territoire

Au Bénin, le groupe AFD appuie l'État dans le renforcement du lien entre institutions et citoyens. Il soutient et finance des projets visant un accès équitable et durable aux services publics essentiels, une meilleure qualité de l'information et une mobilisation accrue des ressources fiscales. Ces efforts contribuent au financement des politiques de développement et à la mise en place de services publics plus performants et accessibles sur l'ensemble du territoire. Le groupe AFD promeut ainsi une action publique plus transparente, plus proche des citoyens et plus participative.

NOTRE ACTION DANS LE SECTEUR DE LA GOUVERNANCE AU Bénin

1

Appuyer la modernisation du système d'information de l'administration fiscale

Le groupe AFD accompagne la Direction générale des impôts dans ses réformes fiscales au Bénin dans le cadre du Projet d'appui à la modernisation des systèmes d'information (PAMSI - 4 millions d'euros) mis en oeuvre avec Expertise France. Il s'agit d'appuyer la digitalisation des services, la dématérialisation des procédures, l'interconnexion des services fiscaux et douaniers, et l'exploitation de données fiables. L'objectif est d'améliorer la collecte des recettes, de renforcer la transparence et de lutter contre la fraude grâce à l'usage de technologies avancées (data science, tableaux de bord, détection d'anomalies).

Ce projet est complété par la facilité GET (Gender Equality in Taxation), mise en oeuvre par Expertise France, qui vise à réduire les inégalités de genre dans les systèmes fiscaux et douaniers.

2

Renforcer la protection civile

L'AFD soutient l'Agence béninoise de la protection civile (ABPC) dans un projet de renforcement de la résilience des populations face à la montée des risques de catastrophes naturelles. Doté de 8 millions d'euros, ce projet vise à améliorer la capacité d'intervention de l'ABPC à travers trois leviers :

- l'opérationnalisation du numéro d'appel d'urgence 118 pour permettre à la population de joindre les services de secours gratuitement sur l'ensemble du territoire ;
- le renforcement du maillage territorial via la construction et l'équipement de centres de secours stratégiques ;
- la sensibilisation des populations aux risques de catastrophes et aux gestes de premiers secours.

Ce projet contribuera à sauver des vies, réduire les inégalités territoriales et renforcer le lien de confiance entre l'État et les citoyens.

3

Améliorer l'accès aux données et à l'information

Le groupe AFD soutient la transparence, la gouvernance et l'accessibilité des données en partenariat avec les institutions publiques, la société civile et les médias. À travers des projets complémentaires, il renforce les capacités des acteurs pour une démocratie plus ouverte et inclusive.

Dans le cadre du projet OpenData, une trentaine de points focaux ont été formés à la collecte, la qualité et la diffusion des données, avec un appui à l'élaboration d'une loi sur l'accès à l'information. Ce projet fait écho au Projet d'appui aux gouvernements ouverts (PAGOF), qui accompagne l'adhésion du Bénin au Partenariat pour un gouvernement ouvert.

Le projet régional MédiaAOS (9 millions d'euros, dont 3 millions d'euros au Bénin), mis en oeuvre par l'Agence française de développement des médias (CFI), promeut la participation des jeunes et des femmes à la vie citoyenne via le renforcement de capacités de médias numériques, de radios communautaires et en soutenant la production de contenus médiatiques adaptés à leurs préoccupations.

4

Promouvoir l'État de droit

Le groupe AFD accompagne le Bénin dans le renforcement de l'État de droit et de la gouvernance publique en appuyant des programmes relatifs à la justice et la protection des droits humains. Le Fonds de lutte contre la corruption (FLCC) et le programme SecFin Africa, mis en oeuvre par Expertise France, soutiennent les institutions publiques, la société civile et les médias indépendants dans la prévention de la corruption, la promotion de la transparence financière et la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

En parallèle, les projets BEPI Sahel et PROTECT renforcent la chaîne pénale, la coopération régionale et la protection des victimes de la traite des êtres humains.

Plusieurs initiatives locales de défense des droits fondamentaux portées par des OSC sont également appuyées.

